fr

Press release | 25.10.2011

Agence européenne des médicaments

Les Verts au PE s'opposent au quitus donné à l'Agence européenne du médicament

L'Agence européenne des médicaments (EMA) a reçu aujourd'hui sa décharge budgétaire (quitus) pour l'exercice financier 2009, suite à l'amélioration de leurs procédures et de leurs pratiques d'approvisionnement. Alors que la majorité du parlement a cautionné le manque d'ambition d'une agence sclérosée, le Groupe des Verts-ALE a voté contre le quitus de l'EMA afin de dénoncer son manque d'ambition pour lutter contre les défauts qui nuisent à sa réputation et son intégrité.

En mai dernier, le Parlement avait refusé d'accorder son quitus à l'EMA pour l'année 2009. La principale raison était l'absence d'une répression efficace des conflits d'intérêts: un manque d'indépendance qui conduit à une remise en cause des décisions prises par l'EMA et pouvant mettre en danger la santé des citoyens européens.

Sommée d'apporter des clarifications et de nouvelles propositions visant à améliorer son fonctionnement interne, l'EMA était censée appliquer les recommandations faites par la Commission du Contrôle Budgétaire du Parlement. Force est de constater que ça n'a été fait qu'a minima.

Michèle RIVASI, député européenne des Verts-ALE, n'a de cesse de critiquer la posture de l'EMA:

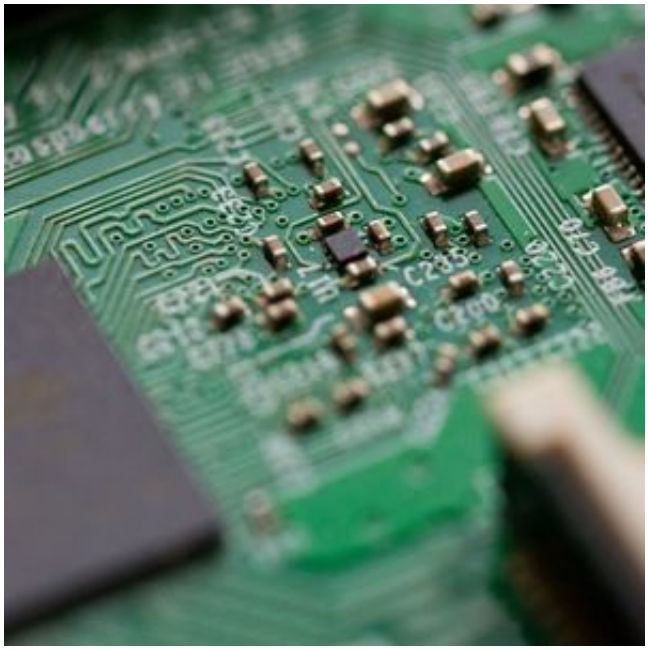
"Il avait été demandé à l'EMA d'évaluer de manière approfondie si les intérêts déclarés par les membres du personnel sont susceptibles d'influer sur leur impartialité ou leur indépendance. L'EMA botte en touche en répondant qu'il n'est pas de sa responsabilité de demander ni de vérifier la déclaration annuelle des intérêts financiers des experts chargés de l'évaluation des médicaments, puisque cela appartient aux autorités compétentes des États membres. Et appelle ainsi la Commission à rappeler aux Etats-membres leur devoir en la matière.

Dans le cas de la France il s'agit donc de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps). Or justement, cette agence n'est pas plus exempte de conflits d'intérêts! C'est d'ailleurs la raison pour laquelle j'ai saisi l'Office européen anti-fraude (OLAF) sur de potentiels conflits d'intérêts d'experts français agissant au sein de l'EMA. Cette saisine a mené à une investigation interne actuellement en cours. De toute façon, tant que ces déclarations d'intérêts ne seront contrôlées rigoureusement, on ne pourra s'assurer de l'indépendance de l'expertise sanitaire."

Recommended

Press release

chris-ried



Digital Fairness Act falls short on addictive design

11.11.2026

Opinion

© Christian Kaufmann



Healthy food starts with healthy farming. Europe must …

04.11.2026

Press release

Image by joakant from Pixabay



The World must triple efforts to save nature

29.10.2026

Press release



Conservatives and Social Democrats Put Jobs at Risk

22.10.2026

Responsible MEPs



Michèle Rivasi

Member

Please share

- E-Mail